Démographie : Pierre Albertini évoque « la baisse inexorable des Français de souche et la hausse corrélative des immigrés qui se retrouveront peu ou prou à égalité en 2070 »

30/08/2023 à 20h23



L’Insee devraient alerter le gouvernement sur l’ampleur des bouleversements démographiques qui attendent la France, explique Pierre Albertini, professeur émérite à l’université de Rouen Normandie. Il est ancien également député et ancien maire. «*La démographie française à l’horizon 2070, ira vers une double rupture anthropologique*» affirme-t-il. La diminution du noyau intégrateur, constitué de Français de souche, rendra plus difficile encore l’insertion des nouveaux migrants

Depuis 1980, vingt-neuf lois de portée variable ont traité de l’immigration. Dans l’attente de la prochaine, ce bricolage restera sans effet tant qu’il ne sera pas précédé d’un débat, prenant appui sur des chiffres et sur des projections démographiques, condition indispensable pour que la raison

l’emporte sur la passion et l’esprit de responsabilité sur la posture médiatique. Or rien n’a été fait pour combler les lacunes de notre appareil statistique. On n’enregistre ni les entrées ni les sorties du territoire, contrairement à ce que font les pays nordiques qui tiennent un registre de leur population, et l’on se refuse à collecter des données qui permettraient d’agir sur l’origine, la répartition et l’intégration des migrants.

Personne ne peut avancer de chiffre précis sur l’immigration clandestine que l’on approche par un biais assez grossier, les bénéficiaires de l’aide médicale de l’État (380.000 en 2021). Au sein de l’Union européenne, la liberté de circulation étant la règle, les mouvements de population qui se produisent ne sont pas comptabilisés. […]

Faute de statistiques ethniques, réservées à de rares chercheurs, comment évaluer la structure de la population actuelle et les effets du flux migratoire à venir? Certains démographes se contentent d’observer que la proportion d’étrangers résidant en France demeure stable mais leur présentation sous-estime délibérément l’ampleur et la perception de l’immigration. **Comme les récentes émeutes l’ont montré douloureusement, une carte d’identité française ne suffit pas à faire de son détenteur un citoyen attaché à notre pays.**

Les enquêtes «Trajectoire et origines» conduites par l’Insee et l’Ined en 2008-2009 puis en 2019-2020 fournissent cependant une base d’analyse assez complète. Portant sur de vastes échantillons, elles nous apprennent ainsi que 32 % de la population de moins de 60 ans, soit 16 millions sur 50 millions, ont une origine immigrée, totale ou partielle, sur trois générations, et que la provenance géographique des migrants a beaucoup changé: majoritairement européenne au départ, elle est aujourd’hui principalement africaine. Cette inversion est encore plus sensible chez les plus jeunes.

Si l’on s’accorde sur ces données objectives, la population «native» ou «de souche», ne comptant aucun ascendant immigré du fils au grand-père, représente environ 46 millions, celle ayant une origine immigrée, totale ou partielle, environ 22 millions, dont 60 % de provenance extra-européenne, selon l’Insee. C’est cette répartition que l’excédent migratoire, source essentielle puis exclusive de croissance démographique à partir de 2035, va sensiblement affecter. […]

Les principales sources de l’immigration sont désormais le Maghreb, les pays subsahariens, la Turquie et le Moyen-Orient (60 %), la provenance européenne est nettement minoritaire (30 %) et celle du reste du monde (Amérique, Asie) demeure marginale (10 %). **Dès lors, un calcul mathématique simple confirme la baisse inexorable des Français de souche et la hausse corrélative des immigrés qui se retrouveront peu ou prou à égalité en 2070. De cet apport extérieur, les migrants du Sud constitueront de loin la part la plus importante au point d’approcher un tiers de la population totale et même de devenir majoritaires dans quelques départements, tels la Seine-Saint-Denis.**

Le mérite de cette projection est de nous faire comprendre que notre avenir démographique se joue maintenant. En 2070, dans une France où la proportion d’actifs sera moindre, le financement de la protection sociale et des investissements sera problématique. **La diminution du noyau intégrateur rendra plus difficiles encore l’insertion des nouveaux migrants et l’édification d’une communauté de citoyens. Quel gouvernement aura le courage de relever ces défis majeurs ?**

Le Figaro